

## **Chambre des Représentants.**

---

SÉANCE DU 22 MARS 1902.

---

### **Proposition de loi relative aux élections législatives. Représentation proportionnelle.**

---

#### **DÉVELOPPEMENTS.**

---

MESSIEURS,

La proposition que nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre a pour effet de compléter l'œuvre commencée par la loi du 29 décembre 1899, et de faire que le Parlement soit réellement une juste et exacte représentation du corps électoral.

De tout temps, les défenseurs de la représentation proportionnelle se sont attachés à signaler les inconvénients et l'injustice des systèmes électoraux qui, laissant sans représentation un grand nombre d'électeurs, peuvent assurer la majorité dans les Chambres et le Gouvernement du pays à un parti en minorité dans le corps électoral.

Ce résultat est encore possible aujourd'hui ; bien que la loi électorale actuelle ait diminué les vices de la législation antérieure, elle ne les a pas entièrement supprimés ; et les chiffres produits par M. Van de Walle, dans la séance du 7 février dernier, montrent que la majorité actuelle de la Chambre a été nommée par la minorité des électeurs. Sur 2 millions 50 milles 914 votes valablement émis aux élections pour la Chambre, le 27 mai 1900, les candidats catholiques en ont obtenu 993,943 seulement, c'est-à-dire moins de la moitié ; et si tout en étant mis en minorité par les électeurs, le parti catholique a néanmoins obtenu une majorité parlementaire de 20 voix, c'est que les voix perdues, les déchets électoraux ont été pour les partis d'opposition de 260,533 voix, tandis qu'ils n'étaient pour le parti catholique que de 73,402 voix.

Notre régime électoral est donc resté dans une large mesure impropor-tionnel, et la réforme des abus anciens n'est encore qu'à moitié faite ; pour l'achever et la compléter, nous proposons d'appliquer aux élections législatives l'ingénieuse formule que notre collègue M. Van de Walle a préconisée pour les élections provinciales ; cette formule donne des résultats d'une

parfaite exactitude ; elle a été approuvée par le comité de l'Association réformiste pour la Représentation proportionnelle, association qui est étrangère aux questions de parti et qui se borne à étudier au point de vue spéculatif les mérites des systèmes électoraux qui lui sont soumis.

Lorsque M. Van de Walle a formulé sa proposition d'organisation de l'électorat provincial, des objections pourtant se sont produites. Vous allez, a-t-on dit, donner à des électeurs, à leur insu, des représentants qu'ils ne connaissent pas et qui sont absolument étrangers à leur circonscription.

L'objection prouve trop, car si elle était fondée, elle condamnerait les principes mêmes qui forment la base de notre droit électoral actuel.

D'après la loi du 28 décembre 1899, en effet, chaque électeur ne peut désigner sur le bulletin de vote qu'un seul candidat ; le vote en ce sens est toujours individuel et uninominal ; mais tenant compte des véritables réalités, tenant compte de l'existence des partis et de la solidarité qui s'affirme entre leurs candidats, la loi organise la dévolution des votes, le transfert des suffrages ; on a voté pour un candidat, mais comme ce candidat ne se présente pas seul, il pourra se faire que le vote ainsi donné soit transféré à un autre candidat de la même liste, chargé de poursuivre les mêmes revendications. Quel inconvénient y a-t-il à appliquer cette règle aux candidats du même parti, de la même liste, qui se sont présentés dans une autre circonscription ?

L'électeur n'en sait rien, nous dit-on ; c'est une erreur ; s'il n'en sait rien, c'est qu'il veut bien n'en rien savoir ; notre projet ordonne de donner la plus grande publicité aux déclarations collectives qui établissent la solidarité électorale des candidats de différents arrondissements ; l'électeur sera donc averti et prévenu, et ce n'est certes pas à son insu que son suffrage ira éventuellement favoriser les candidats qui se sont déclarés solidaires de celui pour lequel il a voté.

Mais ces candidats sont pour lui des étrangers, il ne les connaît point, et eux non plus ne connaissent pas ses besoins et ses aspirations. Encore une fois, l'objection prouve trop. Croit-on qu'aujourd'hui les électeurs ne votent que pour des candidats qu'ils connaissent ?

Et ce n'est pas ainsi que la question doit se poser ; dans le système de M. Van de Walle, le transfert des suffrages d'un arrondissement à un autre ne se produit que d'une façon accessoire et exceptionnelle. Dans chaque arrondissement, ce n'est que pour le dernier siège, celui auquel aucun des partis en lutte n'a un droit absolu, que l'on prend en considération le résultat total de l'élection ; pour l'attribution de ce dernier siège, il faut nécessairement avoir recours à des procédés plus ou moins empiriques ; que ce soit, comme autrefois, un scrutin de ballottage, que ce soit, comme aujourd'hui, un abaissement du diviseur électoral, que ce soit le bénéfice de l'âge, la proportionnalité absolue n'est pas respectée. Le système Dhondt est celui qui s'en rapproche le plus ; aussi notre proposition en maintient-elle l'application ; elle n'y déroge que dans le cas où il attribuerait le siège en litige à un parti qui aurait déjà reçu dans les autres circonscriptions tous les sièges qui doivent lui revenir d'après les résultats généraux de l'élection.

L'élection garde donc son caractère local; et c'est ce qui nous permet d'écarter une objection qui se produisit lorsqu'un système analogue à celui que nous proposons fut pour la première fois exposé au Sénat par M. Walther de Selys-Longchamps; on s'est demandé en effet s'il est bien constitutionnel de procéder à une répartition générale des sièges. Les élections de chaque province ne doivent-elles pas être distinctes et séparées? Il suffit de se reporter au texte de l'article 48 de la Constitution pour reconnaître qu'il ne peut avoir la portée rigoureuse qu'on voudrait lui donner. Nous ne sommes plus en présence de l'ancienne rédaction de cet article; la Constitution ne dit plus aujourd'hui que les élections se font par province; elle se borne à dire que « la constitution des collèges électoraux est, pour chaque province, réglée par la loi ».

Pourra-t-on soutenir de bonne foi que notre proposition ne respecte pas cette règle constitutionnelle? Chaque circonscription n'a-t-elle pas ses députés spéciaux? Les électeurs d'une province peuvent-ils imposer à ceux de la province voisine des candidats qui leur sont étrangers? En aucune façon; chacun vote chez soi et ne peut voter que pour les candidats qui ont été présentés par des électeurs de son arrondissement; dans chaque arrondissement, tout candidat qui atteint le diviseur électoral local est nécessairement élu, et ce n'est que lorsqu'il s'agit de faire un choix entre les candidats qui n'ont pas atteint ce diviseur que l'on tient compte des résultats d'ensemble de l'élection.

Du reste, l'objection constitutionnelle n'a été formulée au Sénat que d'une façon fort dubitative, et encore faut-il tenir compte que, dans le projet du docteur Gaussin dont M. W. de Selys s'était fait le défenseur, la répartition locale était entièrement supprimée.

Aucune des objections qui peuvent être formulées contre l'application du système de M. Van de Walle ne mérite donc qu'on s'y arrête; et les considérations de justice et d'équité qui réclament son adoption amèneront, nous en sommes convaincus, la Chambre à lui réserver un accueil favorable.

FÉLIX CAMBIER.



## PROPOSITION DE LOI

## ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes sont ajoutées au Code électoral :

Art. 152*bis*. — Lors de chaque renouvellement par moitié et lors de chaque renouvellement intégral des Chambres ou de l'une d'elles, il est institué à Bruxelles un bureau électoral central.

Ce bureau est présidé par un conseiller à la Cour de cassation délégué par le premier président de cette cour. Les assesseurs sont désignés par le président parmi les électeurs de la ville de Bruxelles ayant droit de vote pour les élections législatives. Les articles 141, 145, 146, § 1<sup>er</sup>, 147 et 148 sont applicables à la formation du bureau électoral central. Les membres du bureau prêtent, conformément à l'article 152, le serment de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes.

Il est alloué au président et aux membres du bureau central un jeton de 10 francs.

Art. 255*bis*. — Lorsque les listes des candidats ont été arrêtées conformément à l'article précédent, ceux qui ont été présentés dans les diverses circonscriptions où le scrutin doit avoir lieu peuvent, sauf s'il s'agit de candidats présentés pour une élection partielle, déclarer dans le délai de cinq jours qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral. Cette déclaration doit être collective et signée de tous ceux qui y adhèrent et qui y sont désignés : elle n'a d'effet vis-à-vis des candidats qui figurent sur une liste que si

## WETSVOORSTEL

## EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden aan het Kieswetboek toegevoegd :

Art. 152*bis*. — Bij elke vernieuwing voor de helft en bij elke geheele vernieuwing voor het geheel van de Kamers of van één van beide, wordt te Brussel een Centraal kiesbureau ingesteld.

Dit bureau is voorgezeten door een lid van het Hof van cassatie, door den eersten voorzitter van bedoeld hof afgevaardigd. De bijzitters worden door den voorzitter aangewezen onder de kiezers van de stad Brussel die kiesgerechtigd zijn voor de Wetgevende Kamers. De artikelen 141, 145, 146, 1<sup>ste</sup> lid, 147 en 148 zijn van toepassing voor het samenstellen van het Centraal kiesbureau. De leden van het bureau leggen, overeenkomstig artikel 152, den eed af, dat zij de stemmen getrouw zullen opnemen en het geheim der stemmingen zullen bewaren.

Aan den voorzitter en aan de leden, van het Centraal kiesbureau wordt een presentiepenning van 10 frank toegekend.

Art. 255*bis*. — Wanneer de lijsten van kandidaten zijn opgemaakt overeenkomstig het vorig artikel, mogen degenen, die zijn voorgesteld in de verschillende omschrijvingen waar de verkiezing moet plaats grijpen, behalve als het betreft kandidaten voor eene gedeeltelijke verkiezing, binnen den termijn van vijf dagen verklaren dat zij, in het opzicht van de verdeling der zetels, tot eene enkele kiesgroep behooren. Dit moet zijn eene gezamenlijke verklaring; zij wordt onderteekend door al degenen die tot de verklaring toetreden en dezen zijn er

tous les candidats titulaires de la liste ont donné leur adhésion et leur signature à la déclaration collective. Seront considérées comme nulles les adhésions des candidats qui auront signé deux déclarations collectives différentes.

La déclaration collective est remise, avant l'expiration du délai de cinq jours, au président du bureau électoral central, contre récépissé. Immédiatement après l'expiration du délai de cinq jours, le président de ce bureau communique aux présidents des collèges électoraux les déclarations faites en vertu de l'alinéa précédent qui sont signées par les candidats de leur circonscription. Ces déclarations sont aussitôt portées à la connaissance des électeurs de la circonscription par voie d'affiches.

Ces affiches sont apposées notamment à l'entrée de tous les bureaux électoraux et, le jour de l'élection, elles sont placées dans chacun des compartiments isoloirs

Art. 255ter. — Cinq jours avant l'élection, les candidats présentés dans l'une des circonscriptions où il a été fait usage de la faculté accordée par l'article 255bis, désignent un témoin et un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau électoral central. Les témoins doivent être électeurs pour la Chambre des représentants, soit dans la circonscription d'un des candidats qui les ont désignés, soit dans l'arrondissement de Bruxelles.

Les candidats peuvent être désignés comme témoins s'ils exercent leur droit électoral dans une autre circonscription et même s'ils ne sont pas électeurs.

Si le nombre des témoins présentés par des candidats qui n'ont signé aucune déclaration collective dépasse trois, ils

in aangewezen : tegenover de kandidaten die op eene lijst voorkomen, heeft zij dan alleen uitwerking, wanneer alle kandidaten-titelvoerders der lijst zijn toegetreden tot de gezamenlijke verklaring en deze hebben onderteekend. De toetredingen van de kandidaten, die twee gezamenlijke verklaringen onderteekenden, worden als nietig beschouwd.

De gezamenlijke verklaring wordt, vóór het eindigen van den termijn van vijf dagen, tegen ontvangstbewijs afgegeven aan den voorzitter van het Centraal kiesbureau. Onmiddellijk nadat de termijn van vijf dagen is verstreken, deelt de Voorzitter van dit bureau aan de voorzitters der kiescolleges mede de uit kracht van het vorige lid gedane verklaringen, die worden onderteekend door de kandidaten hunner omschrijving. Deze verklaringen worden dadelijk, door aanplakbrieven, ter kennis gebracht van de kiezers der omschrijving.

Deze berichten worden namelijk aan geplakt aan den ingang van alle kiesbureelen, en den dag der verkiezing worden zij in elk afzonderd kiesgangje geplaatst.

Art. 255ter. — Vijf dagen vóór de verkiezing, wijzen de kandidaten, die zijn voorgesteld in eene der omschrijvingen waar gebruik wordt gemaakt van het bij artikel 255bis verleende recht, eenen getuige en eenen plaatsvervangenden getuige aan tot het bijwonen der verrichtingen van het Centraal kiesbureau. De getuigen moeten kiesgerechtigd zijn voor de Kamer der volksvertegenwoordigers, hetzij in de omschrijving van een der kandidaten, die ze hebben aangewezen, hetzij in het arrondissement Brussel.

De kandidaten mogen tot getuigen worden aangewezen wanneer zij hun kiesrecht in eene andere omschrijving uitoefenen en zelfs zoo zij niet kiesgerechtigd zijn. Gaat het getal getuigen, voorgesteld door kandidaten die geene gezamenlijke verklaring onderteekenden,

sont réduits à ce chiffre par le bureau central au moyen d'un tirage au sort auquel il est procédé immédiatement après l'expiration du délai fixé pour la réception des désignations des témoins et quel que soit le nombre des membres présents.

Le président du bureau avertit aussitôt les témoins qui ont été écartés par le tirage au sort.

Art. 262bis. — Si aucun des candidats présentés dans le collège n'a fait la déclaration qu'il appartient au même groupe électoral que les candidats présentés dans d'autres collèges, la répartition des sièges entre les listes et la proclamation des élus du collège se font conformément aux dispositions des articles 263 à 266 ci-après.

Art. 266bis. — Si un ou plusieurs des candidats présentés dans le collège ont fait la déclaration prévue à l'article 253bis, le bureau détermine le chiffre répartiteur local en divisant le nombre total des votes valablement émis par le nombre de sièges à conférer.

Il établit ensuite le dividende électoral de chaque liste en divisant par ce répartiteur local le chiffre électoral que chacune d'elles a obtenu.

Le chiffre des unités entières du dividende électoral d'une liste indique le nombre des sièges qui sont attribués à cette liste et un pareil nombre de mandats effectifs est conféré aux candidats de cette liste.

L'ordre d'élection des candidats, tant titulaires que suppléants, est déterminé conformément aux articles 263 et 266. La dévolution des suffrages se fait à concurrence du chiffre répartiteur local établi conformément au premier alinéa du présent article.

Art. 266ter. — Dans le cas prévu par l'article précédent, le procès-verbal de l'élection est adressé immédiatement au

boven drie, dan wordt hun getal door het Centraal bureel tot drie verminderd, bij loting, waartoe wordt overgegaan onmiddellijk na het verstrijken van den termijn bepaald voor het ontvangen van de aanwijzingen der getuigen en wat ook het getal van de tegenwoordige leden zij.

De voorzitter waarschuwt onmiddellijk de getuigen die door het lot zijn afgewezen.

Art. 262bis. — Heeft niet één van de in het college voorgestelde kandidaten de verklaring afgelegd, dat hij behoort tot dezelfde groep als de in andere colleges voorgestelde kandidaten, dan wordt tot de verdeeling van de zetels onder de lijsten en tot de oproeping der verkozenen van het college overgegaan zooals is bepaald in de navolgende artikelen 263 tot 266.

Art. 266bis. — Heeft één of hebben verscheidene van de in het college voorgestelde kandidaten de bij artikel 253bis voorziene verklaring afgelegd, dan bepaalt het bureel den lokalen deeler, het geheele getal geldig uitgebrachte stemmen deelende door het aantal toe te kennen zetels.

Het bepaalt vervolgens het kiesdividend van elke lijst, het aan elk harer toekomend kiescijfer deelende door den lokalen deeler.

Het cijfer der geheele eenheden van het kiesdividend eener lijst wijst het getal zetels aan die aan deze lijst toekomen; een gelijk getal werkelijke mandaten wordt aan de kandidaten van deze lijst toegekend.

De orde naar welke de kandidaten, zoowel titelvoerders als plaatsvervangers, zijn verkozen, wordt overeenkomstig de artikelen 263 en 266 vastgesteld.

De overdracht van de stemmen geschiedt tot het beloop van den, overeenkomstig de eerste alinea van dit artikel, bepaalden lokalen deeler.

Art. 266ter. — In het geval, bij het vorig artikel voorzien, wordt het proces-verbaal der verkiezing onmiddellijk gezon-

président du bureau électoral central, les autres pièces étant seules envoyées au greffier de la Chambre des représentants ou du Sénat, conformément à l'article 193.

Art. 266<sup>quater</sup>. — Le bureau électoral central se réunit le surlendemain de l'élection, à midi.

Après avoir pris communication des procès-verbaux qui ont été adressés au président du bureau conformément à l'article précédent, le bureau détermine quel est, pour l'ensemble des bureaux dont les procès-verbaux lui sont soumis, le chiffre électoral de chaque groupe électoral, en additionnant les chiffres électoraux qu'il a obtenus dans les différentes circonscriptions où il a eu des candidats.

Les listes dont les candidats n'ont pas usé de la faculté donnée dans l'article 255<sup>bis</sup> conservent leur chiffre électoral.

Art. 266<sup>quinto</sup>. — Ensuite le bureau divise successivement par 1, 2, 3, 4, etc., le chiffre électoral total de chacun des groupes électoraux et de chacune des listes restées isolées et range les quotients par ordre d'importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des députés ou sénateurs à élire dans l'ensemble des arrondissements. Le dernier quotient forme le diviseur électoral général de l'élection. Chaque groupe ou liste isolée a droit à autant de sièges dans l'ensemble des arrondissements que son chiffre électoral contient de fois ce diviseur électoral.

Si le nombre des sièges ainsi attribués à un groupe électoral ou à une liste isolée est moins élevé que le nombre des candidats du groupe ou de la liste qui ont été déclarés élus dans les différents collèges en vertu de l'article 266<sup>bis</sup>, les sièges en excédant sont déduits de ceux revenant aux autres groupes, en commençant par le groupe ou la liste isolée

den aan den voorzitter van het Centraal kiesbureau; de andere stukken worden alleen, overeenkomstig artikel 193, gestuurd aan den griffier van de Kamer der volksvertegenwoordigers of aan dien van den Senaat.

Art. 266<sup>quater</sup>. — Het Centraal kiesbureau vergadert den tweeden dag na dien der verkiezing, 's middags.

Na kennisneming van de processen-verbaal, die, overeenkomstig het vorig-artikel, aan den voorzitter van het bureau zijn gezonden, bepaalt het bureau, voor de gezamenlijke bureaus waarvan de processen-verbaal hem zijn onderworpen, het kiescijfer van elke kiesgroep; te dien einde, telt het de kiescijfers samen, door elke groep bekomen in de verschillende omschrijvingen waar zij kandidaten stelde.

De lijsten, waarvan de kandidaten geen gebruik hebben gemaakt van het in artikel 255<sup>bis</sup> geschreven recht, behouden hun kiescijfer.

Art. 266<sup>quinto</sup>. — Verder deelt het bureau achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, enz. het geheele kiescijfer van elke der kiesgroepen en van elke der op zich zelf staande lijsten en rangschikt de quotiënten naar de orde van belangrijkheid, tot beloop van een totaal getal quotiënten gelijkstaande met dit van de afgevaardigden of senatoren te verkiezen in de gezamenlijke arrondissementen. Het laatste quotient dient als algemeene kiesdeeler der verkiezing. Elke groep of op zich zelf staande lijst heeft, in de gezamenlijke arrondissementen, recht op zooveel maal een zetel als zijn kiescijfer dezen kiesdeeler bevat.

Is het aldus aan eene kiesgroep of aan eene op zich zelf staande lijst toegekend getal zetels minder hoog dan het getal kandidaten van de groep of van de lijst die, uit kracht van artikel 266<sup>bis</sup>, verkozen zijn verklaard, dan worden de overblijvende zetels afgetrokken van degene die aan de andere groepen toekomen; te dien einde begint men met de groep of

à qui appartient le quotient le moins élevé.

Art. 266<sup>sexto</sup>. — Les sièges restés vacants dans les collèges dont la représentation n'est pas encore complète, sont attribués à due concurrence aux groupes auxquels les répartitions locales n'ont attribué qu'un nombre de sièges inférieur à ce qui leur revient d'après les deux derniers paragraphes de l'article précédent.

A cet effet, le bureau divise tous les dividendes électoraux d'un même groupe électoral successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc. et classe les quotients ainsi obtenus par ordre d'importance, jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal au nombre de sièges qui ont été attribués au groupe en vertu de l'article 266<sup>quinto</sup>, le groupe devant avoir, dans chaque collège, autant de sièges qu'il y a de quotients provenant de ce collège classés en ordre utile.

Si, dans un collège, les quotients venant en ordre utile pour les différents groupes dépassent le nombre des députés ou sénateurs qui doivent être élus dans cette circonscription, aucun siège n'est attribué au plus faible de ces quotients, le quotient éliminé étant remplacé par le premier des quotients du même groupe qui fait suite à ceux classés en ordre utile.

Art. 266<sup>septimo</sup>. — Lorsque, dans la répartition prévue à l'article 266<sup>quinto</sup>, un siège revient à titre égal à plusieurs groupes électoraux, il est attribué à celui qui a le chiffre électoral le plus élevé; en cas de parité de chiffres électoraux, au groupe auquel appartient le candidat dont l'élection est en cause, qui a obtenu le plus grand nombre de voix, subsidiairement au plus âgé.

On suit les mêmes règles dans la répartition prévue à l'article 266<sup>sexto</sup>, lorsqu'un des sièges attribués à un groupe

de op zich zelf staande lijst waaraan het minst hooge quotient toebehoort.

Art. 266<sup>sexto</sup>. — De zetels, die zijn open gebleven in de nog niet volledig vertegenwoordigde colleges, worden evenredig toegekend aan de groepen waaraan de plaatselijke verdeelingen een kleiner getal zetels hebben toegekend dan dit haar toekomende volgens de twee laatste paragrafen van het vorig artikel.

Te dien einde, deelt het bureel al de kiesdividenden van eene zelfde kiesgroep achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz. en rangschikt de aldus verkregen quotienten naar orde van belangrijkheid, tot beloop van een algeheel getal quotienten dat gelijkstaat met het getal zetels uit kracht van artikel 266<sup>quinto</sup> aan de groep toegekend, de groep moettende, in elk college, zooveel zetels bekomen als er quotienten, van dit college afkomstig, bij de rangschikking in aanmerking komen.

Zoo, in een college, de quotienten, die voor de verschillende groepen in aanmerking komen, het voor elke omschrijving te verkiezen getal afgevaardigden of senatoren overtreffen, wordt aan het minst hooge van deze quotienten geen zetel toegekend; het afgewezen quotient wordt vervangen door het eerste der quotienten van dezelfde groep volgende op degene die, bij de rangschikking, in aanmerking komen.

Art. 266<sup>septimo</sup>. — Wanneer, bij de in artikel 266<sup>quinto</sup> voorziene verdeeling, een zetel met evenveel recht aan verscheidene kiesgroepen toekomt, wordt hij toegekend aan de groep die het hoogste kiescijfer bereikt; bij staking van kiescijfers, aan de groep waartoe behoort de candidaat, wiens verkiezing het betreft, die het grootst getal stemmen heeft bekomen; vervolgens, aan den oudste.

Dezelfde regels worden gevolgd voor de verdeeling, bij artikel 266<sup>sexto</sup> voorzien, wanneer één van de aan eene



revient à titre égal à deux ou plusieurs circonscriptions.

Art. 266*octavo*. — Lorsque, dans une circonscription, des sièges demeurent vacants parce que le groupe qui serait appelé à les occuper n'a pas présenté de candidats dans cette circonscription ou en a présenté un nombre insuffisant, ces sièges sont attribués aux autres groupes en suivant l'ordre d'importance des quotients non encore utilisés qui leur appartiennent dans la circonscription.

Art. 266*nono*. — Lorsque les députés ou sénateurs titulaires sont tous élus, les candidats suppléants qui viennent en ordre utile sont désignés comme suppléants conformément à l'article 266.

Art. 266*decimo*. — Le résultat de ces opérations est proclamé publiquement. Le procès-verbal est transmis dans les deux jours au greffier de la Chambre ou du Sénat, ainsi que les procès-verbaux que le bureau a reçus en vertu de l'article 266*ter*.

groep toegekende zetels met evenveel recht toekomt aan twee of aan verscheidene omschrijvingen.

Art. 266*octavo*. — Wanneer, in eene omschrijving, zetels open blijven omdat de groep, waaraan ze zouden behooren, geene kandidaten in deze omschrijving stelde of wel er een ontoereikend getal heeft gesteld, worden deze zetels aan de andere groepen toegekend naar de orde van belangrijkheid der nog niet gebruikte quotienten die haar in de omschrijving toebehooren.

Art. 266*nono*. — Wanneer de afgevaardigden of senatoren - titelvoerders allen verkozen zijn, worden de kandidaten-plaatsvervangers, die in aanmerking komen, overeenkomstig artikel 266 tot plaatsvervangers aangewezen.

Art. 266*decimo*. — De uitslag van die verrichtingen wordt openbaar uitgeroepen. Het proces-verbaal wordt, binnen twee dagen, gezonden aan den griffier van de Kamer of aan dien van den Senaat, met de processen-verbaal die het bureel heeft ontvangen uit kracht van artikel 266*ter*.

Félix CAMBIER,  
Victor VANDEWALLE,  
H. DENIS,  
Émile FERON,  
A. BUYL,  
Fréd. DELVAUX.

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 22 MAART 1902

---

## Wetsvoorstel betreffende de wetgevende verkiezingen. Evenredige vertegenwoordiging.

---

### TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben ter beraadslaging aan de Kamer voor te leggen, strekt tot aanvulling van het werk, hetwelk aanving met de wet van 29 December 1899, en om het Parlement te maken tot eene wezenlijk juiste en nauwkeurige vertegenwoordiging van het kiezerskorps.

Ten allen tijde hebben de voorstanders van evenredige vertegenwoordiging getracht de bezwaren en het onrechtvaardige te doen uitschijnen van kiesstelsels die, doordien zij een aantal kiezers onvertegenwoordigd laten, de meerderheid in Kamers en Regering kunnen geven aan eene partij die de minderheid van het kiezerskorps uitmaakt.

Dit gevolg is thans nog mogelijk: ofschoon de bestaande wet de gebreken der vroegere wetgeving verminderde, toch deed zij ze niet gansch verdwijnen; en uit de cijfers, door den heer Vandewalle ter zitting van 7 Februari laatstleden aangehaald, blijkt dat de meerderheid der Kamer werd benoemd door de minderheid der kiezers. Op 2 miljoen 50 duizend 914 geldige stemmen, den 27<sup>e</sup> Mei 1900 bij de verkiezingen voor de Kamer uitgebracht, verwierven de katholieke kandidaten er slechts 993,945, of min dan de helft; en zoo de katholieke partij, alhoewel in minderheid gebracht door de kiezers, niettemin eene meerderheid van 20 stemmen in het Parlement verwierf, dan is 't omdat er voor de oppositiepartijen 260,555 stemmen verloren gingen, en voor de katholieke partij niet meer dan 73,402.

Dus bleef ons kiesstelsel in 'ruime mate onevenredig, en nog zijn de vroegere misbruiken maar voor de helft weggenomen. Om het volkomen te doen, de hervorming volledig te maken, stellen wij voor, op de wetgevende verkiezingen het vernuftig stelsel toe te passen, dat ons medelid de heer Vandewalle voor de provinciale verkiezingen aanbeval; deze formule levert

volkomen nauwkeurige uitslagen op; ze werd goedgekeurd door het comiteit der Vereeniging tot hervorming der Evenredige Vertegenwoordiging, welke vereeniging volkomen vreemd blijft aan partijstrijd en eenvoudig beschouwerwijze de verdiensten der haar onderworpen kiesstelsels onderzoekt.

Toen de heer Vandewalle zijn voorstel tot inrichting van het stemrecht voor de provincie uiteenzette, bleven de tegenwerpingen evenwel niet achter. Gij wilt, zoo werd gezegd, aan kiezers, buiten hun weten, vertegenwoordigers geven, die zij niet eens kennen en die volkomen vreemd zijn aan hunne omschrijving.

Deze tegenwerping bewijst te veel, want ware zij gegrond, dan slaat zij den bodem in aan de beginselen zelve, die thans ons kiesrecht tot grondslag dienen.

Trouwens mag iedere kiezer, volgens de wet van 28 December 1899, op zijnen stembrief niet meer dan één candidaat aanduiden; in dien zin wordt de stem steeds op eenen enkelen naam uitgebracht; doch rekening gehouden met de echte wezenlijkheid, met het bestaan der partijen en met de solidariteit onder hare candidaten, richt de wet het overdragen der stemmen in; men stemde voor eenen candidaat, doch vermits hij zich niet afzonderlijk voorstelt, kan het gebeuren dat de aldus verleende stem wordt overgedragen op eenen anderen candidaat van dezelfde lijst, die dezelfde eischen nastreeft. Welk bezwaar zou het opleveren, zoo die regel werd toegepast op de candidaten van dezelfde partij in eene andere omschrijving?

Daar weet de kiezer niets van, wordt ons tegengeworpen; weet hij er niets van, dan is 't omdat hij het zoo wel wil; volgens ons ontwerp, moet de meest uitgebreide bekendheid worden gegeven aan de gezamenlijke verklaringen die de solidariteit op kiesgebied bewijzen van de candidaten in verschillende arrondissementen; dus zal de kiezer ingelicht en verwittigd zijn, en voorwaar zal niet buiten zijn weten zijne stem mogelijk ten goede komen aan de candidaten die het in beginselen eens zijn met hem voor wien hij stemde.

Doch die candidaten zijn vreemdelingen voor hem, hij kent ze niet en zij evenmin kennen zijne behoeften en verlangens. De tegenwerping bewijst nogmaals te veel. Denkt men dat de kiezers thans enkel stemmen voor candidaten die zij kennen?

Overigens dient de vraag niet aldus gesteld; volgens het stelsel des heeren Vandewalle, worden de stemmen slechts bijkomenderwijs en uitzonderlijk van het eene arrondissement op het andere overgedragen. In ieder arrondissement is het maar voor de laatste plaats, die waarop geene van de strijdende partijen volstrekt recht heeft, dat de algeheele uitslag der verkiezing in aanmerking komt; om die laatste plaats toe te kennen, moeten er noodzakelijk min of meer empirische, ongeordende stelsels aangewend worden: herstemming zooals vroeger, verlaging van den kiesdeeler, zooals thans, of het voordeel van den leeftijd, doch nooit wordt volstreekte evenredigheid in acht genomen. Het stelsel D'hondt komt ze 't meest nabij; ook behoudt ons voorstel de toepassing daarvan; het wijkt er enkel van af in geval het de betwiste plaats zou toekennen aan eene partij die in de andere

omschrijvingen reeds al de plaatsen heeft verkregen, waarop zij recht heeft volgens de algemeene uitslagen der verkiezing.

Dus blijft de verkiezing van plaatselijken aard; en dit veroorlooft ons eene tegenwerping te wraken, die werd ingebracht toen een stelsel in den aard van het door ons voorgestelde voor 't eerst in den Senaat werd toegelicht door den heer Walther de Séllys-Longchamps; de vraag werd geopend of het wel met de Grondwet strookt de plaatsen in algemeenen zin te verdeelen. Moeten de verkiezingen in iedere provincie niet onderscheiden en afzonderlijk blijven? Het lezen van den tekst van artikel 48 der Grondwet volstaat om te bewijzen dat hij niet zoo streng mag uitgelegd worden als men zou willen. Wij bezitten niet meer den vroegeren tekst van dit artikel; in de Grondwet staat niet meer dat de verkiezingen per provincie geschieden; ze zegt enkel dat « het samenstellen der kiescolleges voor iedere provincie door de wet wordt geregeld ».

Kan ter goeder trouw worden beweerd dat ons voorstel dien grondwetsregel niet eerbiedigt? Heeft iedere omschrijving niet hare eigene afgevaardigden? Kunnen de kiezers uit eene provincie aan die der naburige candidaten opdringen die hun vreemd zijn? Geenszins; iedereen stemt ten zijnen en mag maar stemmen voor candidaten door kiezers in zijn arrondissement voorgesteld; in ieder arrondissement is elke candidaat die den plaatselijken kiesdeeler bereikt, noodzakelijk verkozen, en eerst dan wanneer er eene keus dient gedaan onder de candidaten welke dien kiesdeeler niet bereiken, komen de gezamenlijke uitslagen der verkiezing in aanmerking.

Overigens werd het grondwettelijk bezwaar in den Senaat slechts op zeer twijfelachtige wijze uitgebracht, en dan nog dient hierop gelet, dat naar het ontwerp van doctor Gaussin, door den heer W. de Séllys verdedigd, alle plaatselijke verdeeling was afgeschaft.

Derhalve kan er bij niet eene van de tegen toepassing van 't stelsel der heeren Vandewalle ingebrachte bezwaren worden stilgebleven, en bedenkingen op rechtvaardigheid en billijkheid gesteund, waarom de toepassing wordt gevraagd, zullen, daar houden wij ons van overtuigd, de Kamer nopen het aan te nemen.

FELIX CAMBIER.



## PROPOSITION DE LOI

## ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes sont ajoutées au Code électoral :

Art. 152<sup>bis</sup>. — Lors de chaque renouvellement par moitié et lors de chaque renouvellement intégral des Chambres ou de l'une d'elles, il est institué à Bruxelles un bureau électoral central.

Ce bureau est présidé par un conseiller à la Cour de cassation délégué par le premier président de cette cour. Les assesseurs sont désignés par le président parmi les électeurs de la ville de Bruxelles ayant droit de vote pour les élections législatives. Les articles 141, 145, 146, § 1<sup>er</sup>, 147 et 148 sont applicables à la formation du bureau électoral central. Les membres du bureau prêtent, conformément à l'article 152, le serment de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes.

Il est alloué au président et aux membres du bureau central un jeton de 10 francs.

Art. 255<sup>bis</sup>. — Lorsque les listes des candidats ont été arrêtées conformément à l'article précédent, ceux qui ont été présentés dans les diverses circonscriptions où le scrutin doit avoir lieu peuvent, sauf s'il s'agit de candidats présentés pour une élection partielle, déclarer dans le délai de cinq jours qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral. Cette déclaration doit être collective et signée de tous ceux qui y adhèrent et qui y sont désignés : elle n'a d'effet vis-à-vis des candidats qui figurent sur une liste que si

## WETSVOORSTEL

## EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden aan het Kieswetboek toegevoegd :

Art. 152<sup>bis</sup>. — Bij elke vernieuwing voor de helft en bij elke geheele vernieuwing voor het geheel van de Kamers of van één van beide, wordt te Brussel een Centraal kiesbureau ingesteld.

Dit bureau is voorgezeten door een lid van het Hof van cassatie, door den eersten voorzitter van bedoeld hof afgevaardigd. De bijzitters worden door den voorzitter aangewezen onder de kiezers van de stad Brussel die kiesgerechtigd zijn voor de Wetgevende Kamers. De artikelen 141, 145, 146, 1<sup>ste</sup> lid, 147 en 148 zijn van toepassing voor het samenstellen van het Centraal kiesbureau. De leden van het bureau leggen, overeenkomstig artikel 152, den eed af, dat zij de stemmen getrouw zullen opnemen en het geheim der stemmen zullen bewaren.

Aan den voorzitter en aan de leden van het Centraal kiesbureau wordt een presentiepenning van 10 frank toegekend.

Art. 255<sup>bis</sup>. — Wanneer de lijsten van kandidaten zijn opgemaakt overeenkomstig het vorig artikel, mogen degenen, die zijn voorgesteld in de verschillende omschrijvingen waar de verkiezing moet plaats grijpen, behalve als het betreft kandidaten voor eene gedeeltelijke verkiezing, binnen den termijn van vijf dagen verklaren dat zij, in het opzicht van de verdeling der zetels, tot eene enkele kiesgroep behooren. Dit moet zijn eene gezamenlijke verklaring; zij wordt ondertekend door al degenen die tot de verklaring toetreden en dezen zijn er

tous les candidats titulaires de la liste ont donné leur adhésion et leur signature à la déclaration collective. Seront considérées comme nulles les adhésions des candidats qui auront signé deux déclarations collectives différentes.

La déclaration collective est remise, avant l'expiration du délai de cinq jours, au président du bureau électoral central, contre récépissé. Immédiatement après l'expiration du délai de cinq jours, le président de ce bureau communique aux présidents des collèges électoraux les déclarations faites en vertu de l'alinéa précédent qui sont signées par les candidats de leur circonscription. Ces déclarations sont aussitôt portées à la connaissance des électeurs de la circonscription par voie d'affiches.

Ces affiches sont apposées notamment à l'entrée de tous les bureaux électoraux et, le jour de l'élection, elles sont placées dans chacun des compartiments isoloirs.

**Art. 255ter.** — Cinq jours avant l'élection, les candidats présentés dans l'une des circonscriptions où il a été fait usage de la faculté accordée par l'article 255bis, désignent un témoin et un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau électoral central. Les témoins doivent être électeurs pour la Chambre des représentants, soit dans la circonscription d'un des candidats qui les ont désignés, soit dans l'arrondissement de Bruxelles.

Les candidats peuvent être désignés comme témoins s'ils exercent leur droit électoral dans une autre circonscription et même s'ils ne sont pas électeurs.

Si le nombre des témoins présentés par des candidats qui n'ont signé aucune déclaration collective dépasse trois, ils

in aangewezen : tegenover de kandidaten die op eenelijst voorkomen, heeft zij dan alleen uitwerking, wanneer alle kandidaten-titelvoerders der lijst zijn toegetreden tot de gezamenlijke verklaring en deze hebben onderteeekend. De toetredingen van de kandidaten, die twee gezamenlijke verklaringen onderteeekenden, worden als nietig beschouwd.

De gezamenlijke verklaring wordt, vóór het eindigen van den termijn van vijf dagen, tegen ontvangstbewijs afgegeven aan den voorzitter van het Centraal kiesbureau. Onmiddellijk nadat de termijn van vijf dagen is verstreken, deelt de Voorzitter van dit bureau aan de voorzitters der kiescolleges mede de uit kracht van het vorige lid gedane verklaringen, die worden onderteeekend door de kandidaten hunner omschrijving. Deze verklaringen worden dadelijk, door aanplakbrieven, ter kennis gebracht van de kiezers der omschrijving.

Deze berichten worden namelijk aangeplakt aan den ingang van alle kiesbureelen, en den dag der verkiezing worden zij in elk afgezonderd kiesgangetje geplaatst.

**Art. 255ter.** — Vijf dagen vóór de verkiezing, wijzen de kandidaten, die zijn voorgesteld in eene der omschrijvingen waar gebruik wordt gemaakt van het bij artikel 255bis verleende recht, eenen getuige en eenen plaatsvervangenden getuige aan tot het bijwonen der verrichtingen van het Centraal kiesbureau. De getuigen moeten kiesgerechtigd zijn voor de Kamer der volksvertegenwoordigers, hetzij in de omschrijving van een der kandidaten, die ze hebben aangewezen, hetzij in het arrondissement Brussel.

De kandidaten mogen tot getuigen worden aangewezen wanneer zij hun kiesrecht in eene andere omschrijving uitoefenen en zelfs zoo zij niet kiesgerechtigd zijn. Gaat het getal getuigen, voorgesteld door kandidaten die geene gezamenlijke verklaring onderteeekenden,

sont réduits à ce chiffre par le bureau central au moyen d'un tirage au sort auquel il est procédé immédiatement après l'expiration du délai fixé pour la réception des désignations des témoins et quel que soit le nombre des membres présents.

Le président du bureau avertit aussitôt les témoins qui ont été écartés par le tirage au sort.

Art. 262*bis*. — Si aucun des candidats présentés dans le collège n'a fait la déclaration qu'il appartient au même groupe électoral que les candidats présentés dans d'autres collèges, la répartition des sièges entre les listes et la proclamation des élus du collège se font conformément aux dispositions des articles 263 à 266 ci-après.

Art. 266*bis*. — Si un ou plusieurs des candidats présentés dans le collège ont fait la déclaration prévue à l'article 255*bis*, le bureau détermine le chiffre répartiteur local en divisant le nombre total des votes valablement émis par le nombre de sièges à conférer.

Il établit ensuite le dividende électoral de chaque liste en divisant par ce répartiteur local le chiffre électoral que chacune d'elles a obtenu.

Le chiffre des unités entières du dividende électoral d'une liste indique le nombre des sièges qui sont attribués à cette liste et un pareil nombre de mandats effectifs est conféré aux candidats de cette liste.

L'ordre d'élection des candidats, tant titulaires que suppléants, est déterminé conformément aux articles 265 et 266. La dévolution des suffrages se fait à concurrence du chiffre répartiteur local établi conformément au premier alinéa du présent article.

Art. 266*ter*. — Dans le cas prévu par l'article précédent, le procès-verbal de l'élection est adressé immédiatement au

boven drie, dan wordt hun getal door het Centraal bureel tot drie verminderd, bij loting, waartoe wordt overgegaan onmiddellijk na het verstrijken van den termijn bepaald voor het ontvangen van de aanwijzingen der getuigen en wat ook het getal van de tegenwoordige leden zij.

De voorzitter waarschuwt onmiddellijk de getuigen die door het lot zijn afgewezen.

Art. 262*bis*. — Heeft niet één van de in het college voorgestelde kandidaten de verklaring afgelegd, dat hij behoort tot dezelfde groep als de in andere colleges voorgestelde kandidaten, dan wordt tot de verdeeling van de zetels onder de lijsten en tot de oproeping der verkozenen van het college overgegaan zooals is bepaald in de navolgende artikelen 263 tot 266.

Art. 266*bis*. — Heeft één of hebben verscheidene van de in het college voorgestelde kandidaten de bij artikel 255*bis* voorziene verklaring afgelegd, dan bepaalt het bureel den lokalen deeler, het geheele getal geldig uitgebrachte stemmen deelende door het aantal toe te kennen zetels.

Het bepaalt vervolgens het kiesdividend van elke lijst, het aan elk harer toekomend kiescijfer deelende door den lokalen deeler.

Het cijfer der geheele eenheden van het kiesdividend eener lijst wijst het getal zetels aan die aan deze lijst toekomen; een gelijk getal werkelijke mandaten wordt aan de kandidaten van deze lijst toegekend.

De orde naar welke de kandidaten, zoowel titelvoerders als plaatsvervangers, zijn verkozen, wordt overeenkomstig de artikelen 265 en 266 vastgesteld.

De overdracht van de stemmen geschiedt tot het beloop van den, overeenkomstig de eerste alinea van dit artikel, bepaalden lokalen deeler.

Art. 266*ter*. — In het geval, bij het vorig artikel voorzien, wordt het proces-verbaal der verkiezing onmiddellijk gezon-

président du bureau électoral central, les autres pièces étant seules envoyées au greffier de la Chambre des représentants ou du Sénat, conformément à l'article 193.

Art. 266<sup>quater</sup>. — Le bureau électoral central se réunit le surlendemain de l'élection, à midi.

Après avoir pris communication des procès-verbaux qui ont été adressés au président du bureau conformément à l'article précédent, le bureau détermine quel est, pour l'ensemble des bureaux dont les procès-verbaux lui sont soumis, le chiffre électoral de chaque groupe électoral, en additionnant les chiffres électoraux qu'il a obtenus dans les différentes circonscriptions où il a eu des candidats.

Les listes dont les candidats n'ont pas usé de la faculté donnée dans l'article 255<sup>bis</sup> conservent leur chiffre électoral.

Art. 266<sup>quinto</sup>. — Ensuite le bureau divise successivement par 1, 2, 3, 4, etc., le chiffre électoral total de chacun des groupes électoraux et de chacune des listes restées isolées et range les quotients par ordre d'importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des députés ou sénateurs à élire dans l'ensemble des arrondissements. Le dernier quotient forme le diviseur électoral général de l'élection. Chaque groupe ou liste isolée a droit à autant de sièges dans l'ensemble des arrondissements que son chiffre électoral contient de fois ce diviseur électoral.

Si le nombre des sièges ainsi attribués à un groupe électoral ou à une liste isolée est moins élevé que le nombre des candidats du groupe ou de la liste qui ont été déclarés élus dans les différents collèges en vertu de l'article 266<sup>bis</sup>, les sièges en excédant sont déduits de ceux revenant aux autres groupes, en commençant par le groupe ou la liste isolée

den aan den voorzitter van het Centraal kiesbureel ; de andere stukken worden alleen, overeenkomstig artikel 193, gestuurd aan den griffier van de Kamer der volksvertegenwoordigers of aan dien van den Senaat.

Art. 266<sup>quater</sup>. — Het Centraal kiesbureel vergadert den tweeden dag na dien der verkiezing, 's middags.

Na kennisneming van de processen-verbaal, die, overeenkomstig het vorig-artikel, aan den voorzitter van het bureel zijn gezonden, bepaalt het bureel, voor de gezamenlijke bureelen waarvan de processen-verbaal hem zijn onderworpen, het kiescijfer van elke kiesgroep ; te dien einde, telt het de kiescijfers samen, door elke groep bekomen in de verschillende omschrijvingen waarzij kandidaten stelde.

De lijsten, waarvan de kandidaten geen gebruik hebben gemaakt van het in artikel 255<sup>bis</sup> geschreven recht, behouden hun kiescijfer.

Art. 266<sup>quinto</sup>. — Verderdeelt het bureel achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, enz. het geheele kiescijfer van elke der kiesgroepen en van elke der op zich zelf staande lijsten en rangschikt de quotienten naar de orde van belangrijkheid, tot beloop van een totaal getal quotienten gelijkstaande met dit van de afgevaardigden of senatoren te verkiezen in de gezamenlijke arrondissementen. Het laatste quotient dient als algemeene kiesdeeler der verkiezing. Elke groep of op zich zelf staande lijst heeft, in de gezamenlijke arrondissementen, recht op zooveel maal een zetel als zijn kiescijfer dezen kiesdeeler bevat.

Is het aldus aan eene kiesgroep of aan eene op zich zelf staande lijst toegekend getal zetels minder hoog dan het getal kandidaten van de groep of van de lijst die, uit kracht van artikel 266<sup>bis</sup>, verkozen zijn verklaard, dan worden de overblijvende zetels afgetrokken van degene die aan de andere groepen toekomen ; te dien einde begint men met de groep of



à qui appartient le quotient le moins élevé.

Art. 266~~sex~~to. — Les sièges restés vacants dans les collèges dont la représentation n'est pas encore complète, sont attribués à due concurrence aux groupes auxquels les répartitions locales n'ont attribué qu'un nombre de sièges inférieur à ce qui leur revient d'après les deux derniers paragraphes de l'article précédent.

A cet effet, le bureau divise tous les dividendes électoraux d'un même groupe électoral successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc. et classe les quotients ainsi obtenus par ordre d'importance, jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal au nombre de sièges qui ont été attribués au groupe en vertu de l'article 266~~quin~~to, le groupe devant avoir, dans chaque collège, autant de sièges qu'il y a de quotients provenant de ce collège classés en ordre utile.

Si, dans un collège, les quotients venant en ordre utile pour les différents groupes dépassent le nombre des députés ou sénateurs qui doivent être élus dans cette circonscription, aucun siège n'est attribué au plus faible de ces quotients, le quotient éliminé étant remplacé par le premier des quotients du même groupe qui fait suite à ceux classés en ordre utile.

Art. 266~~sept~~imo. — Lorsque, dans la répartition prévue à l'article 266~~quin~~to, un siège revient à titre égal à plusieurs groupes électoraux, il est attribué à celui qui a le chiffre électoral le plus élevé; en cas de parité de chiffres électoraux, au groupe auquel appartient le candidat dont l'élection est en cause, qui a obtenu le plus grand nombre de voix, subsidiairement au plus âgé.

On suit les mêmes règles dans la répartition prévue à l'article 266~~sex~~to, lorsqu'un des sièges attribués à un groupe

de op zich zelf staande lijst waaraan het minst hooge quotient toebehoort.

Art. 266~~sex~~to. — De zetels, die zijn open gebleven in de nog niet volledig vertegenwoordigde colleges, worden evenredig toegekend aan de groepen waaraan de plaatselijke verdeelingen een kleiner getal zetels hebben toegekend dan dit haar toekomende volgens de twee laatste paragrafen van het vorig artikel.

Te dien einde, deelt het bureau al de kiesdividenden van eene zelfde kiesgroep achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz. en rangschikt de aldus verkregen quotienten naar orde van belangrijkheid, tot beloop van een algeheel getal quotienten dat gelijkstaat met het getal zetels uit kracht van artikel 266~~quin~~to aan de groep toegekend, de groep moetende, in elk college, zooveel zetels bekomen als er quotienten, van dit college afkomstig, bij de rangschikking in aanmerking komen.

Zoo, in een college, de quotienten, die voor de verschillende groepen in aanmerking komen, het voor elke omschrijving te verkiezen getal afgevaardigden of senatoren overtreffen, wordt aan het minst hooge van deze quotienten geen zetel toegekend; het afgewezen quotient wordt vervangen door het eerste der quotienten van dezelfde groep volgende op degene die, bij de rangschikking, in aanmerking komen.

Art. 266~~sept~~imo. — Wanneer, bij de in artikel 266~~quin~~to voorziene verdeeling, een zetel met evenveel recht aan verscheidene kiesgroepen toekomt, wordt hij toegelukkigend aan de groep die het hoogste kiescijfer bereikt; bij staking van kiescijfers, aan de groep waartoe behoort de candidaat, wiens verkiezing het betreft, die het grootst getal stemmen heeft bekomen; vervolgens, aan den oudste.

Dezelfde regels worden gevolgd voor de verdeeling, bij artikel 266~~sex~~to voorzien, wanneer één van de aan eene

revient à titre égal à deux ou plusieurs circonscriptions.

Art. 266*octavo*. — Lorsque, dans une circonscription, des sièges demeurent vacants parce que le groupe qui serait appelé à les occuper n'a pas présenté de candidats dans cette circonscription ou en a présenté un nombre insuffisant, ces sièges sont attribués aux autres groupes en suivant l'ordre d'importance des quotients non encore utilisés qui leur appartiennent dans la circonscription.

Art. 266*nono*. — Lorsque les députés ou sénateurs titulaires sont tous élus, les candidats suppléants qui viennent en ordre utile sont désignés comme suppléants conformément à l'article 266.

Art. 266*decimo*. — Le résultat de ces opérations est proclamé publiquement. Le procès-verbal est transmis dans les deux jours au greffier de la Chambre ou du Sénat, ainsi que les procès-verbaux que le bureau a reçus en vertu de l'article 266*ter*.

groep toegekende zetels met evenveel recht toekomt aan twee of aan verscheidene omschrijvingen.

Art. 266*octavo*. — Wanneer, in eene omschrijving, zetels open blijven omdat de groep, waaraan ze zouden behooren, geene kandidaten in deze omschrijving stelde of wel er een ontoereikend getal heeft gesteld, worden deze zetels aan de andere groepen toegekend naar de orde van belangrijkheid der nog niet gebruikte quotienten die haar in de omschrijving toebehooren.

Art. 266*nono*. — Wanneer de afgevaardigden of senatoren-titelfoerders allen verkozen zijn, worden de kandidaten-plaatsvervangers, die in aanmerking komen, overeenkomstig artikel 266 tot plaatsvervangers aangewezen.

Art. 266*decimo*. — De uitslag van die verrichtingen wordt openbaar uitgeroepen. Het proces-verbaal wordt, binnen twee dagen, gezonden aan den griffier van de Kamer of aan dien van den Senaat, met de processen-verbaal die het bureel heeft ontvangen uit kracht van artikel 266*ter*.

Félix CAMBIER,  
Victor VANDEWALLE,  
H. DENIS,  
Émile FERON,  
A. BUYL,  
Fréd. DELVAUX.